PRESS RELEASE
Council of Europe Communications

T +33(0)388412560 www.coe.int pressunit@coe.int

Ref. DC 087(2011)

Statement on Anti-Gypsy Events

Strasbourg, 04.10.2011 - Reacting to recent anti-Roma events, Secretary General Thorbjørn Jagland said:

"Recent weeks have seen many incidents demonstrating a rising tide of anti-Gypsyism in Europe. In Bulgaria, violent manifestations of such racism were triggered by the suspicious death of a non-Roma caused by a Roma car driver. I welcome the steps already taken by the Bulgarian authorities to protect Roma citizens from racist attacks, but such incidents must also be addressed from a broader perspective in order to prevent them in Europe in the future.

"There is a danger that individual crimes become a pretext to stigmatise an entire community. In situations where crime can trigger ethnic tensions, politicians and the media have a special responsibility to treat a crime as a crime and to avoid any generalisation and stigmatisation of the Roma population as a whole. Populist exploitation of anti-Gypsyism is incompatible with the democratic values which the Council of Europe upholds. Justice must be done in the courts, not in the streets.

"At the Council of Europe we are convinced that further determined efforts are necessary to build mutual trust between Roma and non-Roma citizens. We must end the marginalisation of the Roma by making them full and equal members of society. The Council of Europe offers its expertise and assistance in drawing up policies which contribute to Roma integration."

Déclaration sur les manifestations anti-tsiganes

Strasbourg, 04.10.2011 - Réagissant aux récentes manifestations anti-Roms, le Secrétaire Général Thorbjørn Jagland a fait la déclaration suivante :

« Ces dernières semaines ont été témoins de nombreux incidents démontrant la montée d'une vague d'antitsiganisme en Europe. En Bulgarie, de violentes manifestations de ce type de racisme ont été déclenchées par le décès suspect d'un non-Rom causé par un automobiliste rom. Je me félicite des mesures qu'ont d'ores et déjà prises les autorités bulgares pour protéger les citoyens roms d'attaques racistes, mais il faut aussi placer le traitement de ces incidents dans une perspective plus large pour prévenir leur survenue en Europe à l'avenir.

«Des délits individuels risquent de servir de prétexte à la stigmatisation d'une communauté tout entière. Dès lors qu'un délit peut déclencher des tensions ethniques, il incombe tout spécialement aux responsables politiques et aux médias de traiter un délit en tant que délit et d'éviter toute généralisation et stigmatisation de la population rom dans son ensemble. L'exploitation populiste de l'antitsiganisme est incompatible avec les valeurs démocratiques que défend le Conseil de l'Europe. La justice doit être faite dans les tribunaux. Elle ne saurait l'être dans la rue.

« Au Conseil de l'Europe, nous sommes convaincus de la nécessité de poursuivre résolument les efforts visant à instaurer la confiance mutuelle entre citoyens roms et non roms. Il faut mettre un terme à la marginalisation des Roms en les considérant comme des membres à part entière de la société et comme nos égaux. Le Conseil de l'Europe offre son expertise et son aide dans l'élaboration de politiques concourant à l'intégration des Roms ».